

Insécurité, immigration, injustice, émeutes, intégration, prévention, racismisme, respect, victimes, étrangers, chômage, délinquance, exclusion... la soupe déborde. Dans un méli-mélo de notions qu'on hésite souvent à utiliser tant on craint qu'elles ne soient idéologiquement et affectivement trop chargées, voire politiquement incorrectes, une certitude confuse se fraye un chemin : la violence a bel et bien quelque chose à voir avec la société multiculturelle. Le clivage des classes sociales ne structure plus, à lui seul, la hiérarchie et les antagonismes sociaux. La nouvelle « question sociale » est de plus en plus clairement définie par le clivage entre ceux qui occupent la place — et les meilleures places — et ceux qui aimeraient bien prendre place. Si la société industrielle a sa violence (de la condition ouvrière avec ses révoltes et leur répression), la société multiculturelle a la sienne, qui est d'abord une rivalité culturelle, avance Albert Bastenier. Mais quel est, précisément, le lien entre société multiculturelle et violence ? Et quelle direction pourrait alors emprunter une société qui veut sauvegarder son idéal démocratique, mais pas par le moyen d'une violence répressive et d'une intégration forcée ?

Ce lien réside, pour une large part, dans l'humiliation vécue en permanence par ceux qui ne se voient pas reconnaître la place et la considération qu'ils se sentent en droit d'espérer. La dimension symbolique de la blessure pèse autant, sinon davantage, que sa dimension objective : les conditions économiques précaires. La violence de l'humilié sera elle aussi autant symbolique que physique. Les questions de la reconnaissance, du respect de soi et de la confiance en soi sont donc centrales et constituent des composantes anthropologiques d'un pluralisme bien conçu en société multiculturelle, explique Geneviève Warland. Endiguer la violence passe alors plus sûrement par des efforts pour leur restauration que par le couple prévention-répression qui entretient la blessure anthropologique à la source du mal que l'on prétend combattre.

L'affaire concerne tous et chacun car ces processus sont relationnels : les identités se construisent les unes par rapport aux autres, la reconnaissance vient de l'autre, la confiance en soi n'est possible que si l'on se fait confiance. Les bons sentiments (comme l'antiracisme et la tolérance) sont louables, mais ce n'est pas sur eux que comptent les auteurs de ce dossier. Une société multiculturelle ne saurait consister en une coexistence pacifique de communautés étrangères les unes aux autres, entièrement libres de leurs us et coutumes, et de leurs inégalités internes. Ceux qui sont en place n'accepteront pas de gaieté de cœur de partager la place avec ceux qui, assis sur les strapontins, n'attendent

d'ailleurs pas qu'on la leur cède. La reconnaissance sociale ne s'obtient pas en frappant poliment à la porte. Les multiples associations et groupes de pression qui représentent une diversité d'intérêts et de projets sont en concurrence pour la reconnaissance et l'accès aux moyens publics, dispensés par des pouvoirs publics qui ne voient pas forcément les choses du même œil qu'elles. Un des points communs et, sans doute, l'apport le plus marquant de ce dossier réside dans la manière dont les trois textes qui le composent associent l'exigence de reconnaissance et de confiance réciproque, d'une part, et le conflit, d'autre part.

S'il divise et, parfois, déchire les hommes, le conflit est aussi ce qui les unit en leur permettant de corriger leurs inégalités, de composer avec leurs différences et d'aller au-delà des purs rapports de pouvoir. L'intégration est toujours conflictuelle, faite de rivalités et de luttes contre des dominations. En cela, le conflit est central dans la structuration de l'expérience collective et, paradoxalement, dans la restauration de la confiance et du lien social. Loin de s'opposer à la coopération, le conflit social lui est donc complémentaire. C'est ce qu'intègre bien le texte de Tamimount Essaidi et Bruno Martens sur la politique de cohésion sociale schaarbeekoise, pour qui toute politique et toute action doivent faire le deuil du consensus et être vues comme dynamiques de coopération conflictuelle.

Certes, le conflit social peut prendre des formes violentes. Mais c'est l'impossibilité de certains acteurs de prendre part aux processus de coopération conflictuelle où ils estiment avoir le droit d'être impliqués (dans la vie sociale et politique sous ses multiples formes) qui constitue une des principales sources de la violence extrême, qu'elle provienne du dominé qui sabote un système où il ne trouve pas la place qu'il attend ou du dominant qui écrase le soulèvement et exclut davantage. Une société qui assume le conflit et lui permet de prendre des formes institutionnelles se dote du plus efficace antidote contre le déchaînement de la violence incontrôlée, parce qu'elle suppose les pleines reconnaissances et capacité de tous comme acteurs d'un devenir commun.

Incapable de se doter de finalités partagées (comme, un temps, l'industrialisation et la justice sociale), notre société se nourrit plutôt de ses peurs. Obsédée par la prévention et la gestion des risques, elle tend à refouler et étouffer les conflits plutôt qu'à les assumer, laissant latentes mais brûlantes ses plus profondes tensions et générant des risques plus graves encore. L'autre reste alors un étranger de l'intérieur, une menace domestique. Nié en somme et donc humilié. Ce dossier veut explorer les conditions nécessaires pour sortir de cette logique. Elles supposent de substituer la confiance à la défiance, le respect de l'autre à l'humiliation, la coopération à la division, le conflit à la violence des rapports de domination. ■

LUC VAN CAMPENHOUDT